

Conditions générales d'utilisation

Bonjour et bienvenue sur Doctrine.fr, moteur de recherche qui utilise l'intelligence artificielle pour rendre l'information juridique plus accessible, mieux organisée et plus pertinente.

Ce document (les “**CGU**”) est un contrat entre vous (“**vous**” et ses dérivés), visiteur du site accessible à l'URL <<https://doctrine.fr>> (le “**Site**”), et la société Doctrine, dont les détails figurent à l'article 1. Vous pouvez télécharger ce contrat ici (<https://doctrine.fr/pdf/cgu.pdf>) et le retrouver à tout moment à partir du lien en bas du Site.

En naviguant sur le Site, vous êtes réputé avoir pris connaissance des CGU et les accepter sans réserve.

1. Mentions légales

Le Site est exploité par la société Forseti SAS, au capital social de 7 656 €, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 820 867 877, dont le siège social est situé 24, rue du Mail, 75002 Paris (“*Doctrine*” ou “*nous*” et ses dérivés).

Notre responsable de la publication est Nicolas Bustamante et notre numéro de TVA est le FR4182086787700012. Vous pouvez nous contacter par le biais du formulaire de contact, en écrivant à l’adresse email contact@doctrine.fr ou par téléphone au +33 (0)1 86 95 42 09.

La publication en ligne *Doctrine.fr* dispose de l’ISSN 2495-2974.

Le délégué à la protection des données à caractère personnel (DPO) est Hugo Ruggieri (désignation n°DPO-20686). Vous pouvez le contacter en écrivant à l’adresse dpo@doctrine.fr.

Notre hébergeur AWS a son siège social au 67 Boulevard du Général Leclerc, 92110 Clichy et est joignable par téléphone au 0 800 94 77 15.

2. Navigation

Vous pouvez accéder gratuitement à toute page du Site dont vous connaissez l’adresse URL ou vers laquelle un autre site (par exemple, un moteur de recherche) vous a redirigé(e). Pour des raisons de sécurité, nous sommes susceptibles de soumettre votre accès au site à un test préalable (“captcha”).

L’utilisation des fonctionnalités avancées du Site, telles que le moteur de recherche, requiert en revanche la création d’un compte et la souscription à un abonnement, à l’issue d’une période d’essai de sept jours calendaires. Ces conditions sont détaillées dans les Conditions générales de vente (<https://doctrine.fr/cgv>).

3. Niveaux de service

Nous nous efforçons, sur la base d’une obligation de moyens, de maintenir en permanence l’accès au Site et nous nous engageons à procéder régulièrement à des contrôles afin de vérifier son fonctionnement et son accessibilité. À ce titre, il est possible que l’accès au Site soit momentanément suspendu à des fins de maintenance. Nous faisons notre maximum pour vous informer de ces périodes de maintenance et limiter votre gêne en les prévoyant autant que possible à des horaires de faible utilisation. Nous ne pouvons être tenus responsables des difficultés ou impossibilités momentanées d’accès au Site qui auraient pour origine des circonstances extérieures, notamment des perturbations des réseaux de télécommunication ou des défauts de nos prestataires d’hébergement.

Nous nous engageons à mettre en œuvre nos meilleurs moyens pour assurer une bonne qualité d'accès au Site et assurer la fiabilité et la rapidité de mise en ligne des données que nous diffusons.

La disponibilité de service est calculée mensuellement comme suit. Les requêtes HTTP reçues par nos serveurs sont classées en deux catégories :

- Requêtes traitées avec succès : toutes les requêtes avec un statut HTTP inférieur strictement à 500. Cela inclut donc les statuts HTTP 200 mais aussi les 404 et 403 par exemple.
- Requêtes ayant retourné une erreur "serveur" : toutes les requêtes avec un statut http supérieur ou égal à 500. Elles correspondent à des défaillances dans nos serveurs ou notre application.

La disponibilité du service est calculée comme le rapport entre le nombre de requêtes traitées avec succès et le nombre total de requêtes (Requêtes traitées avec succès + Requêtes ayant retourné une erreur "serveur"). Le calcul est effectué mensuellement.

Doctrine se fixe comme objectif une disponibilité de service de 99,99% selon la définition ci-dessus. Cet objectif est indicatif et ne constitue en aucun cas une obligation de résultat, en conséquence de quoi aucune action en responsabilité ne pourra être intentée pour défaut de réalisation de cet objectif. En tout état de cause, la disponibilité de notre service dépend de la disponibilité des services de notre prestataire d'hébergement, AWS, dont le contrat de niveau de service est disponible à l'adresse suivante : <https://aws.amazon.com/fr/legal/service-level-agreements/>.

Afin d'atteindre cet objectif, nous nous efforçons de corriger toute anomalie empêchant la bonne utilisation du Site dans les plus brefs délais.

4. Propriété intellectuelle

Les textes, logiciels, logos et les contenus présents sur le Site sont susceptibles d'être protégés par un droit de propriété intellectuelle (comme par un exemple un droit d'auteur ou une marque) qui nous appartient, qui nous est licencié ou qui fait l'objet d'une utilisation licite, à l'exception des décisions de justice et des textes de droit, qui ne sont soumis à aucun droit de propriété intellectuelle.

Nous renvoyons par ailleurs par des liens vers des commentaires doctrinaux qui sont susceptibles d'être détenus par des tiers, dont nous ne reprenons sur le Site que les titres et les premières lignes lorsque celles-ci sont accessibles.

Seuls les droits d'accès au Site et les droits d'usage de ses fonctionnalités vous sont reconnus. Il est donc strictement interdit d'effectuer toute opération visant à accéder au code source du Site Internet, à sa base de données ou à tout élément susceptible d'être protégé par un droit de propriété intellectuelle, et de reproduire, représenter, diffuser ou utiliser les éléments protégés sans autorisation écrite et préalable de notre part.

5. Données personnelles

Nous sommes extrêmement attachés au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel. Nos pratiques sont détaillées dans notre Politique de données personnelles, que vous pouvez trouver ici (https://doctrine.fr/donnees_personnelles), et dans notre Politique de cookies, que vous pouvez trouver là (<https://doctrine.fr/cookies>).

Nous pseudonymisons certaines données à caractère personnel mentionnées dans les décisions de justice conformément à notre Politique de Confidentialité. Vous pouvez demander la pseudonymisation d'une décision de justice en utilisant le formulaire suivant : doctrine.fr/demande_anonymisation.

Vous pouvez exercer vos droits sur vos données à caractère personnel en utilisant le formulaire suivant : <https://www.doctrine.fr/contact> ou par email à dpo@doctrine.fr.

6. Responsabilité

Nous nous engageons à mettre en œuvre nos meilleurs moyens, sans être soumis à une quelconque obligation de résultat, pour fournir le Site et ses fonctionnalités avec diligence et selon les règles de l'art. Nous ne pouvons être tenus responsables des dommages qui pourraient résulter de votre accès au Site : vous utilisez le Site, ses fonctionnalités et les informations que vous y trouverez sous votre seule responsabilité.

Doctrine n'est pas habilitée à offrir de services juridiques, et les textes, positions et analyses présentés, suggérés ou trouvés sur le Site ne constituent en aucun cas des recommandations ou des conseils juridiques professionnels. Nous vous invitons donc à soumettre tout problème ou question juridique à l'avis d'un professionnel dûment qualifié.

Nous mettons en œuvre nos meilleurs efforts pour mettre et maintenir en ligne autant d'informations juridiques que possible. Cependant, nous sommes parfois forcés, notamment du fait de la protection de certains droits et secrets, à retirer des informations qui étaient présentes sur notre site. Nous regrettons toute gêne occasionnée mais ne pouvons être tenus pour responsables de tels retraits.

En tout état de cause, et sans préjudice de toute clause des CGU et/ou des CGV limitant notre responsabilité, la responsabilité que nous sommes susceptibles d'encourir est expressément limitée aux seuls dommages directs et avérés que vous auriez subi de notre fait.

7. Comportements prohibés

Les comportements suivants sont strictement prohibés et peuvent donner lieu à toute action afin de réparer les éventuels dommages causés, y compris la résiliation de toute convention qui nous lierait à vous :

- tous comportements de nature à interrompre, suspendre, ralentir ou empêcher l'accès au Site,
- toutes intrusions ou tentatives d'intrusions dans nos systèmes,
- tous détournements des ressources système du Site,

- tout téléchargement par un seul utilisateur de plus de 100 décisions de justice par semaine,
- toutes actions de nature à imposer une charge disproportionnée sur nos infrastructures,
- toutes atteintes aux mesures de sécurité et d'authentification,
- tous actes de nature à porter atteinte à nos droits et intérêts financiers, commerciaux ou moraux et à ceux des usagers du Site,
- toute action visant à monnayer, vendre, prêter ou concéder tout ou partie de l'accès aux Services ou au Site, ainsi qu'aux informations qui y sont hébergées et/ou partagées.

Nous nous réservons le droit de prendre toute mesure appropriée en cas de manquement à l'une des dispositions des CGU, des CGV si celles-ci vous sont applicables, ou plus généralement, d'infraction aux lois et règlements en vigueur.

8. Informations consommateurs

Nous indexons des commentaires issus de multiples sources sur Internet. Nous renvoyons vers les pages hébergeant ces commentaires, ou à défaut, le site sur lequel ils sont disponibles. L'accès à ces pages peut être soumis à un abonnement préalable au site tiers, ce qui ne dépend aucunement de nous.

Les commentaires que nous indexons sont issus de sources juridiques que nous sélectionnons pour leur qualité ou qui nous sont proposées par nos clients disposant d'un abonnement en cours de validité. L'ordre d'affichage des commentaires indexés est lié à l'autorité reconnue à leur source.

9. Mises à jour

Nous nous réservons le droit de modifier, mettre à jour ou faire évoluer les présentes CGU à tout moment. Toute modification fera l'objet d'une information sur le Site par le biais d'un bandeau d'information placé pendant une durée de trente (30) jours avant l'entrée en vigueur des nouvelles CGU. Toute navigation à l'issue de cette période sera soumise aux nouvelles CGU.

10. Règlement des litiges

Nous sommes toujours disposés à examiner une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'action judiciaire, le litige sera soumis à la loi française et à la juridiction du Tribunal de grande instance de Paris, ou, à défaut, du tribunal français territorialement compétent.

Si vous êtes un particulier, vous disposez du droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation, conformément aux dispositions de l'article L. 612-1 du Code de la consommation. Eu égard à la nature de nos services, vous pourrez notamment choisir de recourir au Médiateur Medcys ; pour plus d'informations à ce sujet, vous êtes invité(e) à consulter le site dédié accessible à l'adresse suivante : <https://conso.medcys.fr>. Vous pouvez trouver la liste de l'ensemble des Médiateurs de

consommation au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediation-conso/saisir-mediateur>

11. Entrée en vigueur

Les présentes conditions générales d'utilisation sont entrées en vigueur le 28 août 2019 pour les nouveaux utilisateurs, le 29 septembre 2019 pour les utilisateurs qui disposaient d'un compte avant cette date.